



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (Québec), G1K 9E9
Téléphone : (418) 525-0040 Télécopieur : (418) 525-0740
Courrier électronique : collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca

Communiqué de presse Pour diffusion immédiate

Élections provinciales 2012 Les économies de la lutte à la pauvreté

Québec, le 30 août 2012 – En cette campagne électorale où la plupart des partis politiques placent l'économie et la saine gestion des finances publiques au cœur de leurs priorités, le Collectif pour un Québec sans pauvreté rappelle qu'il coûterait moins cher d'éliminer la pauvreté que de continuer à la tolérer.

Tous les partis politiques s'entendent sur l'importance de l'économie. Toutefois, plusieurs semblent oublier que la pauvreté nuit grandement à la prospérité économique, notamment en privant la société du plein apport de centaines de milliers de personnes. « Au Québec, près d'un million de personnes vivent en situation de pauvreté. De ce nombre, plus de 750 000 n'ont même pas un revenu suffisant pour couvrir leurs besoins de base reconnus. La pauvreté use. Les personnes qui la vivent ont davantage de problèmes de santé et leur espérance de vie est inférieure au reste de la population. C'est beaucoup de talent et de potentiel gaspillé. La société québécoise n'a pas les moyens de renoncer à la pleine contribution de ces personnes », d'affirmer Robin Couture, porte-parole du Collectif.

Par ailleurs, une part importante des finances publiques est dépensée dans des secteurs pour amoindrir, bien imparfaitement, les conséquences de la pauvreté. Cependant, la plupart de ces conséquences disparaîtraient d'elles-mêmes si le gouvernement travaillait en amont, en améliorant le revenu des personnes assistées sociales et des travailleurEs pauvres. Selon le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE), la pauvreté entraîne des coûts sociaux de 5 milliards \$ par année, au minimum. « La lutte à la pauvreté et aux inégalités sociales devra être vue par le prochain gouvernement comme un investissement, et non une dépense. Tous les arguments sont là pour convaincre la population qu'à terme, le Québec gagnerait largement au change », d'ajouter M. Couture.

En effet, l'élimination de la pauvreté, en plus d'être un pas marquant vers la réalisation du droit à un revenu décent, permettrait aussi d'économiser beaucoup d'argent. Éliminer la pauvreté, c'est investir dans la société québécoise; c'est loin d'être un gaspillage de fonds publics. D'ailleurs, il faut cesser de croire qu'il faut créer la richesse avant de la redistribuer. Les dernières décennies le montrent. « Tout le monde le dit : la pauvreté rend malade. Or, justement, lorsqu'on les sonde sur leurs priorités, les QuébécoisEs répondent : l'économie et la santé. Tracer un pont entre les finances publiques et la justice sociale est un excellent moyen pour tenir compte de ces deux préoccupations majeures. L'équation est simple : plus de volonté politique égale moins de pauvreté et, par conséquent, une population davantage en santé et des coûts sociaux moindres. Investir dans les droits humains, c'est payant », de conclure M. Couture.

Renseignements : Martin Michaud, responsable des communications. Cellulaire : 418-254-7238.
Courriel : communications@pauvrete.qc.ca. Site Internet : www.pauvrete.qc.ca